

Recherches sociographiques



Wenceslas MAMBOUNDOU et Salim LAAROUSSI (dirs),
L'insertion professionnelle des diplômés des cycles supérieurs,
Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2005, 158 p.

Claude Trottier

Volume 48, numéro 1, janvier–avril 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016245ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016245ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Trottier, C. (2007). Compte rendu de [Wenceslas MAMBOUNDOU et Salim LAAROUSSI (dirs), *L'insertion professionnelle des diplômés des cycles supérieurs*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2005, 158 p.] *Recherches sociographiques*, 48(1), 187–189. <https://doi.org/10.7202/016245ar>

Les statistiques publiées ont, la plupart du temps, été conçues pour répondre au second objectif. D'autres mesures ont été inventées, telle l'impact des publications scientifiques, les réseaux cognitifs construits à partir de mots clés et de co-citations, qui intéressent davantage les chercheurs en histoire et sociologie des sciences. Celles-ci ne figurent pas dans le compendium de 2005, dont la fonction principale est de fournir des informations sur la place qu'occupent la science et la technologie dans l'économie du savoir au Québec.

Louis GUAY

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Wenceslas MAMBOUNDOU et Salim LAAROUSSI (dirs), *L'insertion professionnelle des diplômés des cycles supérieurs*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2005, 158 p.

Cet ouvrage collectif comprend deux parties dont la portée est à la fois différente et complémentaire. La première est composée de textes sur divers aspects de l'insertion professionnelle des diplômés des cycles supérieurs de l'enseignement universitaire. Ces analyses avaient d'abord été l'objet de communications lors d'un colloque organisé par le Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) de la Fédération étudiante universitaire du Québec et témoignent d'une approche plurielle de la question.

Hélène Tremblay commence par dégager les principales caractéristiques structurelles du marché du travail auquel se destinent les diplômés des cycles supérieurs. Elle rend compte des principaux constats relatifs à l'offre et la demande des travailleurs hautement qualifiés à partir des travaux du Conseil de la science et de la technologie du Québec. Puis, Pierre Michel et François Girard présentent des données tirées de la Relance des diplômés de maîtrise et de doctorat, effectuée par le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, sur la situation d'emploi et les caractéristiques des emplois auxquels ils ont accès.

Louise Dandurand aborde ensuite le rôle stratégique que jouent les organismes subventionnaires québécois dans le développement du système de recherche et d'innovation et la formation de la relève scientifique dans le contexte de la mondialisation. Sylvie Dillard analyse les défis relatifs à l'acquisition des compétences et la gestion des carrières tant du point de vue de l'offre (bassin de recrutement, concurrence pour ce qui est de l'attrait et de la rétention des travailleurs hautement qualifiés, adaptation de la formation dans un contexte où, dorénavant, les débouchés se trouvent majoritairement hors du milieu universitaire) que de la demande (situation du personnel très qualifié en entreprise, concurrence des économies émergentes, exigences du développement économique des régions).

Un segment du marché du travail des diplômés des cycles supérieurs, celui du corps professoral universitaire, est également examiné par Jean-Pierre Proulx du point de vue de son renouvellement à partir d'un rapport du Conseil supérieur de l'éducation. Brigitte Gemme et Yves Gingras tentent de cerner l'effet sur l'insertion professionnelle de la formation de diplômés formés dans le cadre de projets de recherche réalisés en collaboration avec des milieux de pratiques comparativement à celle de diplômés formés uniquement en milieux universitaires traditionnels. Enfin, Stéphanie Andrew et Daniel Parent posent le problème de l'exode des cerveaux vers les États-Unis sous un angle qui contribue à le démystifier, sinon à le relativiser.

Ces analyses présentées de façon concise à partir de travaux de recherche et d'études de pratiques de formation, de recherche ou de gestion des carrières projettent un éclairage intéressant et tout en nuances à la fois sur la situation d'emploi des diplômés, le marché du travail dans lequel ils s'insèrent et diverses problématiques relatives à leur insertion. Elles permettent au lecteur de saisir la complexité des enjeux sous-jacents à ce domaine de recherche.

C'est sur le plan de l'action et de l'intervention que se situe la deuxième partie. Le CNCS commence par exposer sa conception de l'insertion. En s'appuyant sur divers travaux de recherche, le Conseil prend ses distances vis-à-vis d'une conception de l'insertion définie uniquement en termes de stabilité de l'emploi auquel ont accès les diplômés. Compte tenu de la transformation et de la mouvance du marché du travail, il met plutôt l'accent sur la stabilité par le maintien de l'employabilité des diplômés : on peut s'y stabiliser sans nécessairement accéder à un emploi à durée indéterminée. Il importe aussi, selon lui, de ne pas s'en tenir à une mesure de l'insertion exclusivement à partir d'indicateurs économiques, mais de la situer par rapport à d'autres dimensions de l'entrée dans la vie active, notamment la formation d'un couple ou d'une famille, et de tenir compte des représentations que les diplômés ont d'une insertion réussie. De même, dans la mesure où les diplômés sont définis comme des acteurs de leur insertion, ils peuvent recourir à divers types de stratégies.

Sur la base de cette réflexion, le CNCS formule un ensemble de recommandations en vue de favoriser une insertion optimale non seulement du point de vue des diplômés mais aussi de la société. Elles ont trait à l'élaboration du projet professionnel et à l'orientation des étudiants, à la formation et au développement des compétences au sein des universités, aux services d'orientation et de placement, à la formation continue, à l'embauche des diplômés par les entreprises, les services publics et les organismes communautaires, et visent à mettre en valeur leurs compétences et leur capacité d'innover. Ces recommandations, bien articulées et pertinentes, forment un tout cohérent qui témoigne d'une prise en compte des analyses de la première partie, de recherches sur la question et d'une réflexion sur les pratiques des divers agents qui sont concernés par la transition de l'université au marché du travail.

Plusieurs types de lecteurs (étudiants, diplômés, professeurs, chercheurs, responsables de services de ressources humaines) trouveront dans cet ouvrage un ensemble d'analyses qui contribuent à une meilleure compréhension des enjeux de la transition des diplômés universitaires au monde du travail.

Claude TROTTIER

*Faculté des sciences de l'éducation,
Université Laval.*

Claude LESSARD et Philippe MEIRIEU (dirs), *L'obligation de résultats en éducation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 327 p. (Formation et profession du CRIFPE.)

Voici un ouvrage issu des Entretiens Jacques-Cartier tenus à l'Université de Montréal en 2000. Il présente les contributions de dix-neuf chercheurs en sciences de l'éducation provenant du Québec, de l'Ontario, de la France, de la Belgique et de la Suisse. Divisé en dix-sept chapitres auxquels s'ajoute une conclusion synthèse de la main du professeur Claude Lessard de l'Université de Montréal, ce collectif aborde sous différents angles la question de l'obligation de résultats en éducation, devenue incontournable dans le domaine éducatif. Celle-ci reçoit un traitement multiple. Elle est pensée tantôt en référence aux apprentissages des élèves, parfois en tant que responsabilité d'un groupe professionnel, ou encore en rapport avec les moyens, les processus ou les procédures de travail, enfin, elle peut être analysée sous l'angle des compétences des enseignants.

Ce livre collectif met en lumière un défi lancé depuis quelques années à la plupart des systèmes scolaires en Occident, à savoir que ceux-ci sont sommés de rendre des comptes à la population. On exige en effet des acteurs scolaires plus de transparence et ces derniers sont désormais de plus en plus tenus responsables du rendement des élèves. Cette nouvelle donne s'inscrit dans le cadre plus général du développement d'un nouveau rapport à l'éducation perçue maintenant comme un bien de consommation. Ce rapport consumériste aux savoirs scolaires incite les décideurs à mettre en place un mode de régulation de l'éducation basé sur des indicateurs quantitatifs du rendement interne et externe du système scolaire. Les différents palmarès des écoles ainsi que le PISA (programme international pour le suivi des acquis des élèves) de l'OCDE sont autant de symboles de cette nouvelle tendance, comme le souligne pertinemment Claude Lessard. « Cette logique des indicateurs, impulsée par le haut du système éducatif et par les organisations internationales (OCDE, Banque mondiale), rejoint celle du marché, de la concurrence et du libre choix des parents, de plus en plus populaire auprès des parents usagers, aisément convaincus qu'ils n'ont pas de recours contre le système public en place et que le seul comportement efficace à leur portée n'est pas la participation